Annexe 2
CONVENTION DE SUBDELEGATION
RELATIVE AUX EXPLOITATIONS DIRECTES
DES TRANSPORTS SCOLAIRES
entre le Département de Seine-et-Marne et

VU le Code Général des Collectivités territoriales,

VU le Code des transports,

VU l'ordonnance n° 59-151 du 7 janvier 1959 modifiée relative à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile de France,

VU la loi n° 2008-643 du 1^{er} juillet 2008 relative à l'organisation des transports scolaires en Ile-de-France,

VU le décret n°85-891 du 16 août 1985 relatif aux transports urbains de personnes et aux transports routiers non urbains de personnes,

VU le décret n° 59-157 du 7 janvier 1959 modifié relatif à l'organisation des transports de voyageurs dans la région Ile de France,

VU le décret n° 2005-664 du 10 juin 2005 portant statut du Syndicat des Transports d'Ile de France et modifiant certaines dispositions relatives à l'organisation des transports de voyageurs en Ile de France,

VU les décisions n° 2010/0116, n° 2010/0117, n° 2010/0118 et 2010/0119 du 17 février 2010 du Syndicat des Transports d'Ile-de-France,

VU la délibération n° 3/01 du 26 mars 2010 du Conseil général de Seine-et-Marne approuvant la délégation de compétence du STIF au Département de Seine-et-Marne en matière de transports scolaires,

VU la décision n° 2011/0030 du 9 février 2011 du STIF portant création des abonnements scolaires sur lignes régulières,

VU la délibération n°CG-2011/04/29-3/01 du Conseil général de Seine-et-Marne approuvant son règlement départemental des transports scolaires et ses modèles de convention en matière de transport scolaire,

VU la délibération n°CG-2011/06/24-3/01 du Conseil général de Seine-et-Marne,

VU la délibération du STIF n°2011/0637 du 6 juillet 2011 approuvant l'avenant n°1 à la délégation de compétence,

VU la délibération n°CG-2011/.....du.....le modèle de la présente convention,

VU la délibération n°..... de..... du.....approuvant la présente convention.

Entre

Le Département de Seine-et-Marne, ci-après dénommé le Département, autorité organisatrice de second rang, représenté par Monsieur le Président du Conseil Général, autorité organisatrice de second rang, d'une part,

et

la commune de ou l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale de, autorité organisatrice de troisième rang, ci-après dénommée AO3 dans la présente convention, d'autre part.

Préambule

Le STIF, autorité organisatrice de premier rang des transports de la région Ile-de-France a délégué la compétence transport scolaire au Département de Seine-et-Marne depuis le 1^{er} juillet 2010. Cette compétence concerne le transport scolaire des élèves sur circuits spéciaux scolaires et le transport scolaire des élèves et étudiants handicapés.

Conformément à l'article L3111-15 du Code des transports, les Départements de la région Ile-de-France qui bénéficieraient d'attributions déléguées par le Syndicat des Transports d'Ile de France en matière d'organisation et de fonctionnement des transports scolaires peuvent déléguer, par convention, tout ou partie de ces attributions à d'autres collectivités territoriales ou d'autres groupements de collectivités ou à des personnes morales de droit public ou droit privé, sur des périmètres ou pour des services définis d'un commun accord.

Par la présente convention, le Département de Seine-et-Marne, autorité organisatrice de second rang des transports scolaires confie à une autorité organisatrice de troisième rang dite AO3 des missions dans le cadre de la mise en œuvre du fonctionnement quotidien des services réguliers publics routiers de transport créés pour assurer la desserte des établissements scolaires, dits circuits spéciaux scolaires. Le transport scolaire des élèves et étudiants handicapés ne fait pas partie du champ de cette convention, et reste donc de la compétence exclusive du Département.

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONVENTION

Cette convention a pour objet de fixer les conditions administratives, juridiques et financières par lesquelles le Département subdélègue une partie de sa compétence à l'AO3 pour l'organisation des circuits spéciaux scolaires en régie sous la forme d'un service public industriel et commercial.

ARTICLE 2. DUREE ET DATE D'EFFET DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur pour une durée de un an, reconductible trois fois par échange de courriers (envoi en recommandé avec accusé de réception) avant le 30 avril de l'année scolaire en cours.

ARTICLE 3. PERIMETRE D'INTERVENTION

Le périmètre d'intervention de l'AO3 porte sur le ou les circuits listés en annexe, concerne les élèves strictement domiciliés sur son territoire et ne peut concerner des élèves domiciliés au-delà. En conséquence, les circuits objets de la présente convention ne peuvent sortir du périmètre du territoire de l'AO3.

ARTICLE 4. DEFINITION DES COMPETENCES SUBDELEGUEES

Les missions subdéléguées à l'AO3 en matière de transports scolaires concernent les domaines suivants :

- l'organisation en régie et le financement de circuits spéciaux scolaires,
- la gestion de la relation avec les élèves et leurs familles, ainsi que la communauté éducative
- le contrôle de l'exécution des circuits spéciaux scolaires et de la qualité de service,
- la sécurité.

A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente convention, la responsabilité de l'organisation et du fonctionnement des services subdélégués sera exercée de plein droit par l'AO3.

Il est rappelé que la présente convention de subdélégation n'emporte pas transfert de compétences au profit de l'AO3. Le STIF demeure notamment autorité coordinatrice de l'offre de transport et responsable de la politique tarifaire et des politiques intermodales. Le Conseil général demeure autorité organisatrice de second rang sur son territoire.

ARTICLE 5. ORGANISATION DES CIRCUITS SPECIAUX SCOLAIRES

Pour l'exploitation des circuits spéciaux scolaires répertoriés et agréés par le Département, l'AO3 a décidé, conformément à l'article L1221-3 du Code des transports, d'exploiter le ou les circuit(s) en régie sous la forme d'une régie dotée de la seule autonomie financière ou d'un établissement public à caractère industriel et commercial.

L'AO3 aura à fournir au Département avant la signature de la présente convention :

- la délibération mettant en place ladite régie,
- l'inscription au registre des transporteurs ou la demande d'inscription à ce registre,
- le descriptif du ou des circuits (fiches horaires, points d'arrêt, kilométrages...) que l'AO3 envisage d'exploiter en régie.

ARTICLE 6. PLAN DES CIRCUITS SPECIAUX SCOLAIRES

6.1. Etablissement du plan

Le Département tient à jour le plan des transports scolaires contenant l'ensemble des circuits spéciaux scolaires.

L'AO3 est chargée de transmettre au Département l'ensemble des circuits spéciaux scolaires qu'elle organise sous sa responsabilité pour homologation.

L'AO3 doit transmettre au Département les caractéristiques financières (coûts annuels) et techniques des circuits spéciaux scolaires qu'elle organise sous sa responsabilité (kilomètres, fiches horaires, points d'arrêt...).

Le Département peut avoir un rôle de conseil et d'aide dans la définition des circuits (emplacement des arrêts, sens de circulation...).

6.2. Evolution

Toutes modifications de la consistance des circuits (suppression, création ou modification des services existants) sont soumises à accord préalable du Département, avec une note argumentée présentant notamment les différences de coûts, au moins 3 mois avant la date de mise en œuvre envisagée.

Le Département émet un avis et peut s'opposer aux évolutions des circuits envisagées par l'AO3 : en cas d'opposition, ces décisions ne pourront pas être mises en œuvre par l'AO3 sans qu'elle n'outrepasse l'exercice des missions subdéléguées. Dans cette hypothèse, les dispositions de l'article 14 seront mises en œuvre.

Le Département peut saisir l'AO3 afin qu'elle modifie la consistance des circuits, notamment dans les cas :

- d'évolution du nombre d'enfants subventionnables par rapport aux estimations initiales
- d'évolution de l'articulation avec l'offre sur lignes régulières ou d'autres circuits spéciaux scolaires sur le secteur

ARTICLE 7. EXECUTION ET CONTINUITÉ DES SERVICES SCOLAIRES

7.1. Exécution des services

L'AO3 est responsable de la qualité du service rendu et s'assure de la bonne exécution des services relevant de son périmètre d'intervention par l'exercice d'une mission d'alerte et de contrôle.

7.2. Continuité des services

Les circuits spéciaux scolaires organisés par l'AO3 sont réputés applicables tous les jours de l'année scolaire tels que définis par les descriptifs de circuits et par le calendrier du Ministère de l'Education Nationale publié par décret.

Toutefois, l'AO3 a toute compétence pour en suspendre temporairement les effets si des circonstances l'y incitent (notamment intempéries, fermeture ponctuelle d'un établissement scolaire...). Dans ce cas, elle doit en informer les familles concernée et le Département dans les plus brefs délais.

7.3. Véhicules

L'AO3 veillera à ce que soit apposé sur chaque véhicule de sa régie une signalétique portant le numéro de service et / ou la désignation du circuit. L'AO3 devra se conformer aux prescriptions du règlement régional des transports scolaires, notamment à son article 3.2 relatif à l'âge et l'équipement des véhicules utilisés. Dans le cas contraire, le Département se verrait dans l'obligation de mettre fin à la présente convention immédiatement, conformément à l'article 14.

ARTICLE 8. SECURITE DES SERVICES

Le Département établit les consignes de sécurité et de discipline qui seront transmises pour information à l'AO3 dans le cadre d'une mission de sensibilisation aux problèmes de sécurité de tous les autres acteurs concourant, à l'échelon local, à la bonne exécution des transports scolaires : élèves, parents d'élèves, responsables d'établissements, autorité de police...

L'AO3 est compétente pour appliquer ces consignes de sécurité. Elle devra notamment prêter une attention particulière à tous les faits susceptibles de nuire à la sécurité des usagers scolaires que ce soit lors du cheminement des élèves vers les points d'arrêt, lors de l'attente aux points d'arrêt ; au moment de l'accès ou de la descente des véhicules, et lors du transport. Quelle que soit la nature du dysfonctionnement, que cela concerne la situation d'un point d'arrêt particulier, l'état d'un véhicule, le sureffectif à bord d'un véhicule, le comportement d'un chauffeur ou d'un passager, il devra prendre les mesures nécessaires pour le faire cesser.

Par ailleurs, il revient à l'AO3 de prendre toutes les mesures nécessaires en cas de situation d'urgence pouvant nuire à la sécurité des services de transport.

En particulier, l'AO3 veille à ce que les conditions de sécurité au niveau des points d'arrêt soient maintenues. A cette fin, elle contacte le responsable de la voirie ou l'autorité de police concernée pour mettre en œuvre des mesures sur les points d'arrêt relevant de son périmètre de compétence :

- lorsque les événements naturels ou des réalisations matérielles viennent à compromettre la visibilité ou la bonne exécution des manœuvres de cars,
- lorsque le stationnement de véhicules aux abords des arrêts et notamment des véhicules de parents d'élèves à proximité des établissements scolaires vient à affecter le bon déroulement du débarquement et de l'embarquement des usagers des cars.

Le Département se réserve le droit de prendre toute disposition qu'il jugera nécessaire pour contrôler la bonne application de la présente convention et convenir avec l'AO3 des mesures nécessaires à la résolution des éventuels manquements constatés. L'AO3 accepte les contrôles occasionnels du Département sur le bon fonctionnement des circuits et s'engage à répondre à toute demande de renseignements.

8.1. Gestion des arrêts

Il est rappelé que l'accès ou la descente des véhicules de transport scolaire est strictement limité aux seuls points d'arrêt dûment répertoriés par l'AO3.

L'AO3 doit s'assurer que les conditions de sécurité sont maintenues durant la période de validité de la présente convention. Elle s'engage, notamment, à supprimer toutes marches-arrière effectuées aux points d'arrêt, principalement ceux situés devant les établissements scolaires. Il en va de même des demi-tours des véhicules dans des zones dangereuses ou à visibilité réduite (intersection de routes par exemple).

8.2. Exercices d'évacuation

L'AO3, en concertation avec les établissements scolaires, pourra décider de la mise en place d'exercices d'évacuation dont les modalités seront définies par les différents partenaires. Elle en informera au préalable le Département.

8.3. Discipline et surveillance des cars

Il appartient à l'AO3 de prendre, les mesures propres à assurer la surveillance et la discipline dans les cars. Elle est tenue de faire respecter par les élèves dont elle a la charge les consignes de sécurité contenues dans le règlement départemental des transports scolaire.

ARTICLE 9. TITRES DE TRANSPORT

L'AO3 assure l'information aux familles nécessaire pour l'accès aux circuits spéciaux (modalités d'accès, itinéraires, horaires ...). Les imprimés de demande de titre de transport seront réalisés par le Département et transmis à l'AO3 pour diffusion auprès des familles. Ces imprimés de demande de carte devront être retournés par l'AO3 au Département dûment complétés par les familles et accompagnés des frais de dossier fixés par le règlement départemental des transports scolaires, avant le 15 juillet de chaque année scolaire.

Chaque élève transporté devra disposer d'un titre de transport établi par le Département qui est chargé de contrôler les critères de subventionnement du STIF et du Département.

Ce dernier établit les titres de transport scolaire à l'aide du progiciel de gestion de transport scolaire mis à disposition par le STIF pour les élèves relevant de son périmètre.

Le Département communiquera à l'AO3 la liste des élèves inscrits sur les circuits spéciaux scolaires.

L'AO3 transmettra au Département le montant des participations familles éventuelles encaissées par ses soins pour le transport scolaire d'élèves non subventionnables.

En cas de perte ou de vol du titre de transport scolaire, le Département établit un duplicata. Les familles devront s'acquitter auprès du Département du montant forfaitaire d'un duplicata, fixé par le STIF et indiqué dans le règlement départemental des transports scolaires.

ARTICLE 10. DISPOSITIONS FINANCIERES

Le coût de chaque circuit pour l'année 2011/2012 est établi sur la base du coût hors taxe de l'année scolaire 2010/2011, soit€ HT par jour pour le circuit 1,€ HT par jour pour le circuit 2, ...

Pour l'année 2012/2013, ce coût sera révisé au 1^{er} août 2012 puis chaque année selon la formule détaillée ci-dessous :

$$C_n = C_0 \times A_n$$

Dans cette formule :

C0 = coût du circuit à l'année 2010/2011

Cn = coût du circuit révisé par le résultat du jeu de la formule de révision (**An**)

An = coefficient d'indexation à appliquer

Avec:

An = 0, 1 + 0, 45 x (Sn/S0) + 0, 10 x (Gn/G0) + 0, 10 x (Mn/M0) + 0, 05 x (RVn/RV0) + 0, 20 x (Npsdn/Npsd0)

(n) fait référence à la dernière valeur définitive connue à la date de révision de chaque indice.

(0) fait référence à la valeur de chaque indice lue au « mois zéro » ou à la dernière valeur définitive publiée antérieurement au « mois zéro » lorsque celle-ci est provisoire.

Sn = Salaires, revenus et charges sociales - Salaires horaires de base de l'ensemble des ouvriers (indices trimestriels) - Activités économiques - Transports et entreposage -- Identifiant : 001567387. Site : www.indices.insee.fr (rubrique Bulletin statistique). Sn étant la dernière valeur définitive connue à la date de la révision.

S0 = valeur de l'indice précité lue au « mois zéro » ou dernière valeur définitive publiée antérieurement à cette date.

Gn = Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français : Gazole hors TIPP - CPF 19.20 - Marché français - Prix de base -- Identifiant : FB0D 1920140005M – Site : <http://indicespro.insee.fr> (rubrique Indices Pro) ou un moteur de recherche internet. Gn étant la dernière valeur définitive connue à la date de la révision.

G0 = valeur de l'indice précité lue au « mois zéro » ou dernière valeur définitive publiée antérieurement à cette date.

Mn = Indice des prix de l'offre intérieure de produits industriels - Autobus et autocars (Identifiant INSEE : 1559272) – Site : www.indices.insee.fr (rubrique Bulletin statistique). Mn étant la dernière valeur définitive connue à la date de la révision.

M0 = valeur de l'indice précité lue au « mois zéro » ou dernière valeur définitive publiée antérieurement à cette date.

RVn = Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - France métropolitaine - par fonction de consommation - Entretien et réparation de véhicules personnels -- Identifiant : 000638814 – Site : www.indices.insee.fr (rubrique Bulletin statistique). RVn étant la dernière valeur définitive connue à la date de la révision.

RV0 = valeur de l'indice précité lue au « mois zéro » ou dernière valeur définitive publiée antérieurement à cette date.

Npsdn = Indice des prix à la consommation - IPC - Ensemble des ménages - Indices sous-jacents CVS - Métropole - Services - Identifiant : 000641339 - Site : www.indices.insee.fr (rubrique Bulletin statistique). Npsdn étant la dernière valeur définitive connue à la date de la révision.

Npsd0 = valeur de l'indice précité lue au « mois zéro » ou dernière valeur définitive publiée antérieurement à cette date.

Pour le calcul, la valeur des derniers indices connus au 1^{er} août de chaque année est prise en compte.

Le coefficient **An** résultant de la formule de révision est arrondi au millième supérieur. Les prix obtenus à partir de ce coefficient sont arrondis au centième.

En cas de changement de base des indices de révision en cours de marché, les indices de références sont rétropolés à partir des coefficients de raccordement publiés par l'INSEE.

En cas de disparition, de changement ou de suspension de publication d'indices, les parties conviennent par avenant de nouveaux indices de remplacement, ainsi que la méthode de raccordement qui doivent traduire au mieux l'évolution exacte des coûts constatée. Dans l'attente de cet accord, la dernière valeur connue de(s) l'indice(s) concerné(s) est utilisée.

Dans le cas où les circuits spéciaux scolaires organisés par l'AO3 accueillent en partie ou en totalité des élèves subventionnés, l'AO3 recevra du Département la dotation financière pour chaque circuit calculée comme suit :

- dans le cas d'élèves totalement subventionnables à la fois du point de vue du STIF et du Département :
(coût du circuit / nombre d'élèves transportés) x nombre d'élèves subventionnés
- dans le cas d'élèves partiellement subventionnables (du point de vue du STIF mais pas du point de vue du Département) :
(coût du circuit / nombre d'élèves transportés) x nombre d'élèves subventionnés x 0,65

Le versement de cette dotation sera versé selon les modalités suivantes :

- à compter du 15 octobre de l'année 2011, un premier acompte correspondant à 70 % du montant de la dotation financière de l'année 2010/2011
- à compter du 15 février de l'année 2012, un second acompte correspondant à 20 % du montant de la dotation financière de l'année 2010/2011
- à compter du 15 octobre de l'année 2012, le solde de la dotation financière pour les circuits spéciaux scolaires de l'année 2011/2012 ainsi que le 1^{er} acompte correspondant à l'année scolaire 2012/2013

Le paiement du solde de l'année scolaire 2011/2012 sera effectué sur la base du nombre d'élèves transportés et du nombre d'élèves subventionnés arrêtés au 30 juin de l'année scolaire 2012.

A compter de l'année scolaire 2012/2013, le versement de la dotation sera échelonné comme suit :

- à compter du 15 octobre de l'année n, un premier acompte correspondant à 70 % du montant de la dotation financière de l'année n-1/n (pour n=2010, la dotation financière 2009/2010 = €)
- à compter du 15 février de l'année n+1, un second acompte correspondant à 20 % du montant de la dotation financière de l'année n-1/n
- à compter du 15 octobre de l'année n+1, le solde de la dotation financière pour les circuits spéciaux scolaires de l'année n/n+1 ainsi que le 1^{er} acompte correspondant à l'année scolaire n+1/n+2

Le paiement du solde de l'année scolaire n/n+1 sera effectué sur la base du nombre d'élèves transportés et du nombre d'élèves subventionnés arrêtés au 30 juin de l'année scolaire n+1.

Dans le cas où les circuits spéciaux scolaires organisés par l'AO3 n'accueillent que des élèves non subventionnables par le STIF et le Département, aucun financement ne sera

accordé par le Département. L'AO3 assure directement l'intégralité des coûts de transport scolaire.

L'AO3 peut décider de prendre en charge financièrement les frais de dossier des élèves subventionnés ou non. Dans ce cas, un premier titre de recette correspondant au montant total des frais de dossier (nombre d'élèves inscrits par le Département x frais de dossier) sera émis par le Département à l'AO3 avant le 31 décembre de l'année en cours (année n) puis un second titre de recette pourrait être émis en cas de nouvelles inscriptions en cours d'année scolaire avant le 30 juin de l'année n+1.

ARTICLE 11 – RAPPORT D'EXERCICE ANNUEL DE LA SUBDELEGATION

L'AO3 fournira au Département avant le 30 juillet de chaque année un rapport d'exercice portant sur l'année scolaire achevée des missions subdéléguées comportant au minimum les éléments suivants :

- l'analyse de l'usage du service : le nombre d'enfants transportés par catégorie (subventionnables, non subventionnables) et par circuit, l'évolution trimestrielle de la fréquentation de chaque circuit à chacun des horaires
- le coût de l'exploitation de l'année scolaire concernée
- le montant des recettes, en fonction des participations familles éventuellement demandées et des éventuelles dotations financières reçues par le Département en cas d'élèves subventionnés,
- les conditions d'exercice des compétences subdéléguées et les difficultés éventuelles rencontrées dans l'exercice de ces compétences subdéléguées,
- pour chacun des circuits qu'elle organise directement, le descriptif de chacun d'entre eux (itinéraires, services, adresses des points d'arrêt, établissements scolaires desservis, kilométrage de chaque itinéraire, caractéristiques des véhicules utilisés : type, nombre, capacité, n°d'immatriculation, âge).

L'AO3 s'engage à répondre à toute demande de renseignements émis par le Département.

Il est précisé que les agents de la Direction des Transports du Département ont pour mission d'assurer, d'une part des vérifications sur le terrain, d'autre part d'apporter une assistance technique à l'AO3 dans le cadre d'une réorganisation des circuits présentant des difficultés particulières.

ARTICLE 12 - ASSURANCE

Compte tenu des compétences et responsabilités qui lui sont dévolues, l'AO3 doit souscrire une assurance responsabilité civile pour les missions qui lui sont dévolues par la présente convention.

L'AO3 doit transmettre annuellement son attestation d'assurance au Département.

ARTICLE 13- REVISION DE LA CONVENTION

La révision des termes de la convention pourra intervenir à la demande de l'une ou l'autre des parties s'il venait à être constaté que les conditions d'organisation ou de financement n'étaient plus adaptées à l'occasion notamment de modifications d'ordre réglementaire. Un avenant formalisera la révision de la convention.

ARTICLE 14 – RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties moyennant le respect d'un préavis d'un mois transmis par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La présente convention sera résiliée par le Département à l'expiration d'un délai de sept jours à compter de la notification d'une mise en demeure de régulariser demeurée infructueuse en cas de manquement par l'AO3 à ses obligations contractuelles et notamment si les règles de sécurité ne sont pas respectées.

L'AO3 et le Département restent tenus d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation.

La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation de l'AO3 par le Département.

ARTICLE 15 – LITIGES

Les parties s'engagent à trouver une solution amiable aux différents pouvant survenir lors de l'exécution de la présente convention. Les litiges éventuels entre les parties, ne pouvant recevoir de solution amiable, relèvent du Tribunal Administratif de Melun.

Fait à Le	
Pour l'AO3	Pour le Département
Signature et cachet	Signature et cachet